

LA CRISE C'EST EUX ! LA SOLUTION C'EST NOUS !

TOUTES ENSEMBLE LE 10 SEPTEMBRE 2013 ! ■ ET ■ EN MANIFESTATIONS ! TOUS EN GRÈVE !



IL EST URGENT DE CHANGER DE CAP !

Plus d'un an après leur arrivée au pouvoir, le Président de la République et sa majorité n'ont pas répondu aux attentes de changement et de rupture avec les politiques antérieures. Le gouvernement abdique, chaque jour davantage, devant les marchés financiers et cède systématiquement aux exigences toujours plus élevées de la Commission Européenne et du MEDEF.

Les résultats de ces choix politiques d'austérité sont désastreux pour l'immense majorité de la population du pays. La crise se poursuit et s'aggrave, le taux de chômage atteint des records, le pouvoir d'achat régresse et la misère progresse. Seule une infime minorité de riches continue à voir sa situation s'améliorer.

DES CHOIX DANGEREUX

Le gouvernement actuel maintient les logiques à l'œuvre depuis des années. Il continue de supprimer les emplois, 2564 encore à Bercy en 2014. Il maintient le gel du point d'indice. Il réduit les plans de qualification. Il poursuit les réformes de structures et les fermetures de services. Il baisse les crédits de fonctionnement et d'investissement. Sous prétexte de simplifications et de nouvelles démarches stratégiques, il s'en prend aux missions de service public dans une période où au contraire il faudrait les renforcer, notamment dans la lutte contre les fraudes.

Les mêmes logiques sont à l'œuvre pour les institutions financières du semi public.

Le plan « Banque de France 2020 » impose la suppression de milliers d'emplois, sacrifie l'aide aux citoyens sur-endettés et la présence de la Banque de France au service des agents économiques et des collectivités.

La création d'une Banque Publique d'Investissement « sous dimensionnée » avec des moyens insuffisants ne permet que très partiellement le financement de l'économie réelle.

C'est 50 milliards d'euros supplémentaires issus de l'épargne populaire détournés au profit des banques au détriment du financement du logement social.

Ces choix d'austérité conduisent à une dégradation des conditions de travail des personnels devenue insupportable. Ils ont aussi pour conséquence d'affaiblir les conditions d'accès au service public, particulièrement pour les populations les plus défavorisées.

OÙ EST LA RUPTURE ANNONCÉE IL Y A PLUS D'UN AN ?

Pire, de nouveau le gouvernement et le patronat veulent s'en prendre aux retraites pour réduire le « coût » du travail et faire éclater notre système de sécurité sociale fondé sur la répartition des richesses créées par le travail.

La CGT s'oppose à une telle vision des choses et l'affirme le travail n'est pas un coût, c'est une richesse. Elle porte des propositions pour un nouvel ordre économique, afin d'obtenir une nouvelle répartition des richesses pour le travail, le plein emploi, l'augmentation générale des salaires, pour les retraites et le droit à la santé, pour un nouveau développement des services publics.

IL EST TEMPS DE PESER SUR LES CHOIX !

La fin de l'année 2013 sera déterminante sur un certain nombre de dossiers qui nous concernent tous dans notre vie quotidienne, au et hors du travail. Il y aura en premier lieu la question des retraites. Mais c'est aussi la période des choix budgétaires 2014 (PL, PLFSS), de décisions sur l'organisation des services de l'État, sur les réformes internes aux administrations, sur l'avenir du secteur financier semi public.

Ce doit être pour nous la période pour faire vivre nos revendications, populariser nos projets alternatifs afin d'imposer la rupture avec les politiques inefficaces et désastreuses appliquées par les gouvernements successifs.

La Fédération des Finances CGT appelle les personnels des ministères économiques et financiers, du secteur financier semi public à participer massivement, en grève et en manifestant, à la journée d'action du 10 septembre.

Montreuil, le 2 Août 2013